

Iran : état de la réflexion américaine février 2006

Les relations entre l'Iran et les Etats-Unis se détériorent à partir de la révolution de 1979 et de la chute du Shah, allié du « Grand Satan ». L'*Iran-Lybia Sanctions Act* de 1996 met fin à la quasi-totalité du commerce entre les deux pays. En 2000, l'*Iran non-prolifération Act* autorise l'administration à faire pression sur les Gouvernements étrangers, tels que la Russie, qui approvisionnent le programme nucléaire iranien. La précédente administration, pour gagner du temps, envoyait des plans de centrales nucléaires dont les éléments-clés étaient viciés (opération Merlin). L'administration actuelle a notamment pour objectifs de propager la démocratie et le libéralisme économique à travers le Moyen-Orient et de lutter contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, deux objectifs qui placent l'Iran sur sa route.

Les Etats-Unis se préparent à intervenir militairement

Dès janvier 2005, l'administration américaine demande aux stratèges du Commandement central américain de mettre à jour le plan de guerre de l'armée. L'invasion de l'Irak a permis au Gouvernement américain de se servir du pays comme base aérienne pour envoyer des drones survoler le sol iranien. Désormais, l'armée peut envahir l'Iran par l'Afghanistan ou par l'Irak. L'échec des négociations européennes semble alors une certitude. Alors que le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France (EU-3) tentent de convaincre les Etats-Unis de participer aux négociations, ceux-ci souhaitent au contraire rester de côté pour que l'option militaire reste crédible. En juin, le Pentagone reçoit l'ordre de se préparer, avec l'aide d'Israël, à une attaque aérienne contre le programme nucléaire iranien. Mais, tirant la leçon de la destruction de la centrale nucléaire irakienne Osirak, l'Iran a disséminé son programme en différents lieux tenus secrets. La destruction simultanée des capacités nucléaires iraniennes est donc compromise.

L'option de faire voter des sanctions par le Conseil de Sécurité de l'Onu semble avoir été écartée dans la mesure où la Chine et la Russie risquent d'utiliser leur veto.

Dans son Discours sur l'état de l'Union en 2002, le Président américain avait inclus l'Iran dans un « axe du Mal » d'Etats terroristes cherchant à acquérir des armes de destruction massive. Aujourd'hui, George W. Bush multiplie les déclarations affirmant s'en tenir à la solution diplomatique. En février 2006, au lendemain de la saisine du Conseil de Sécurité de l'Onu par l'Agence internationale de l'Energie atomique (IAEA), le Président appelle l'Iran à retourner à la table des négociations à Paris et à coopérer pleinement avec l'IAEA. Dans un discours datant du 24 février, George W. Bush a aussi exhorté le Congrès à accorder une enveloppe de 75 millions de dollars à la politique de propagation des valeurs démocratiques en Iran. Ces fonds permettraient d'étendre la couverture des chaînes de radio et de télévision américaines dédiées au peuple iranien, de soutenir les opposants politiques et les activistes pour les droits de l'homme de telle sorte qu'une société civile se développe et s'organise contre le régime.

Le Département d'Etat, quant à lui, adopte une position multilatéraliste, appelant le Conseil de Sécurité de l'Onu à faire en sorte que l'Iran coopère avec l'IAEA. Le pays est d'ailleurs considéré par ce Département comme demeurant l'Etat-terroriste le plus actif. John Bolton, Représentant américain aux Nations Unies, prône un isolement de l'Iran. En effet, la rupture de son accord avec l'EU-3, qui consistait à suspendre son programme d'enrichissement de l'uranium, est une preuve de l'échec des négociations. De même, l'Iran est soupçonné de ne pas respecter les traités de non-prolifération qu'il avait pourtant signé : la Convention sur les Armes chimiques, la Convention sur les Armes biologiques et le Traité de Non-Prolifération nucléaire (NPT-1968). Du point de vue américain, il n'y a aucun doute sur la nature militaire du programme nucléaire iranien.

L'intérêt d'une intervention militaire

De par sa nature terroriste, le régime iranien représente un danger pour la sécurité internationale. Les faucons de l'administration pensent qu'une attaque contre les capacités nucléaires iraniennes permettrait d'altérer l'image d'invincibilité du mouvement fondamentaliste islamiste au pouvoir au profit des nationalistes laïcs et des réformistes. Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz semblent partager cet avis. Alliés aux fondamentalistes chrétiens de l'administration, qui défendent les intérêts d'Israël, ces néo-conservateurs peuvent constituer un lobby de poids en faveur de la guerre. En effet, la première cible de l'arme nucléaire iranienne pourrait être Israël, le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad ayant déclaré que ce « régime d'occupation devait être rayé de la carte ».

Par ailleurs, l'Iran représente une source importante d'approvisionnement en pétrole. Le 20 mars 2006, l'Iran participera à une conférence internationale pour faire de l'euro la monnaie d'échange du pétrole et mettre fin aux pétrodollars (*International Oil Bourse*).

Au Congrès, le sénateur républicain et fondamentaliste chrétien Sam Brownback met l'accent sur l'opportunité de libérer le peuple iranien d'un régime qui ne respecte pas les droits de l'homme. Le Congrès a d'ores et déjà attribué une enveloppe de 10 millions de dollars pour promouvoir des réformes politiques en Iran, soit 7 millions de plus que l'année précédente. Plusieurs rapports du Congrès soulignent la stratégie iranienne de déstabilisation du Moyen-Orient : l'exportation de la révolution, l'aide aux organisations terroristes islamistes, les attaques contre Israël, la fragilisation des gouvernements arabes pragmatiques et réformistes. Pour les Iraniens, l'essor de la démocratie en Irak et en Afghanistan ainsi que le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens doivent être combattus. Le Hezbollah, financé et formé par la Garde révolutionnaire iranienne, a conduit plusieurs attaques terroristes contre les intérêts américains. En Irak, des espions iraniens incluant des membres d'Al Qaida collectent des informations sur les forces armées américaines. En Israël, cité comme le « seul allié vraiment démocratique dans la région », le Hezbollah a renforcé sa coopération avec le Hamas et organise des cellules terroristes en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. L'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran laisse donc envisager une prolifération vers des groupes terroristes. Le Représentant démocrate Brad Sherman affirme qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser la force : les Etats-Unis doivent « diriger le monde civilisé » et imposer aux alliés de faire pression sur l'Iran.

Les Etats-Unis ne semblent toujours pas avoir décidé comment réagir à la menace que représente l'Iran. L'action du pays dépendra du résultat du rapport de force entre les différentes appréciations à l'intérieur du Gouvernement.